

«Constitution européenne»: Je vote NON!

PAR PAUL ULVELING

Européen convaincu depuis toujours, adepte des «Etats-Unis d'Europe» (vieux rêve des Chateaubriand, Goethe, Victor Hugo, etc...) formulés concrètement par Coudenhove-Kalergi (PANEUROPA, 1923), relancés par Churchill (1945) suite au premier traité BENELUX (1944) et la signature (25.3.1957) à Rome des Traités en créant enfin un embryon viable, la CEE, qui allait devenir (1991), par le Traité de Maastricht (ratifié 1992-1993) l'Union européenne, j'avais toutes les raisons de me réjouir de cette évolution de l'Europe.

Mais, quelle Europe? L'Europe, disait de Gaulle, est un continent qui s'étend de l'Atlantique à l'Oural, ce à quoi Jean-Paul II avait ajouté la dimension Nord-Sud: de la Scandinavie à la Méditerranée. D'où une première objection: le «Traité établissant une Constitution pour l'Europe» que l'on veut nous imposer (le référendum n'étant que «consultatif») ne délimite pas le territoire auquel il s'applique. On y énumère (partie IV) les 25 pays membres actuels, laissant la porte ouverte à d'autres pays européens, sans pour autant arrêter les frontières de l'Europe, ce qui pourrait être lourd de conséquences.

En somme, on nous demande un blanc-seing alors que les tractations avec la Turquie ont commencé. On a beau dire que nous votons pour ou contre une «Constitution» et non pour ou contre le «membership» de la Turquie, mais les faits sont là: La Turquie est un pays d'Asie Mineure, et ce n'est pas parce que, à Istanbul, elle pose un petit doigt de pieds sur notre Continent qu'elle en devient européenne. Aucune de ses ethnies n'est européenne. Cela n'a rien à voir avec un quelconque «racisme» ou de la xénophobie.

On peut très bien conclure un traité d'association avec la Turquie, mais elle ne saurait en aucun cas être membre de l'UE. La Turquie c'est l'Asie, pas l'Europe! En ouvrant la «Grande-Porte» pourquoi ne pas laisser entrer également la Syrie, l'Irak, le Liban...? Une folie! Pour la prévenir, il eût fallu tracer des frontières claires et nettes. Or, c'est bien la première fois qu'en



Quelqu'un peut-il raisonnablement croire que l'homme de la rue soit capable de lire et d'assimiler ce colossal monument de phrases ronronnantes et compliquées de détails inutiles ne relevant en rien d'une vraie Constitution... brandie ici par le président de la Convention, Valéry Giscard d'Estaing (Photo: Reuters)

Europe une Constitution est établie pour un champ d'application encore en gestation.

Par ailleurs, si l'on tient compte du rythme auquel s'accroît la population turque, celle-ci comptera, en 2025, quelque 100 millions d'habitants, dont 96,9 pour cent de musulmans, alors que la «vieille Europe», ratinée, en voie d'extinction démographique, l'égoïsme et le malthusianisme de ses peuples aidant, sera totalement phagocytée.

Ceci nous mène à une deuxième objection: Non seulement les textes ne dessinent aucune frontière européenne, mais ils n'osent même pas annoncer la couleur du point de vue religieux et culturel. Même les trois «Déclarations des droits de l'homme et du citoyen» de la Révolution française (1791), puis An I (1793) et An III (1795) étaient proclamées en présence de l'Être Suprême. La Quatrième Constitution (An VIII, 1799) après le 18 Brumaire, ne comportait plus de déclaration des droits de l'homme, Buonaparte l'ayant rayée.

Monstrueux «patchwork»

Le texte contient deux préambules (!), l'un pour la partie I («Défi-

nition et Objectifs»), le second, en tête de la partie II («Charte des droits...»). Disons d'abord que l'ensemble des divers textes forme un véritable «patchwork» multicolore et polymorphe contenant pêle-mêle des paragraphes relevant des domaines législatif et réglementaire, d'une part et, de l'autre, des chapitres de type constitutionnel, le tout assorti de 36 protocoles et 50 déclarations à part, allant jusqu'aux règles d'acquisition de résidences secondaires à Malte!

Le tout (version française) fait 482 pages. Un monstre, une «rudis indigestaue moles» comme aurait dit Ovide. Quelqu'un peut-il raisonnablement croire que l'homme de la rue soit capable de lire et d'assimiler ce colossal monument de phrases ronronnantes et compliquées de détails inutiles ne relevant en rien d'une vraie Constitution qui, comme on nous l'a appris jadis à l'école, devrait se contenter d'être brève, concise et claire si elle voulait être durable (p. ex. la Constitution américaine de 1776, c'est-à-dire une vraie loi fondamentale («Grundgesetz») sur laquelle les lois et règlements devraient se baser.

Le jour du vote, il n'y aura pas deux pour cent des électeurs qui auront lu l'entièreté de ce

pavé sur lequel ils doivent se prononcer! Comme l'a écrit Roger Chenut (cf. Luxemburger Wort, 28.6.03): «L'Europe des traités incompréhensibles se construit au détriment du citoyen.»

En refusant notre suffrage à ce texte fourre-tout, bâclé de toute évidence, et auquel notre Conseil d'État a heureusement refusé l'épithète de «Constitution», nous ne voterons pas contre, mais pour l'Europe. Une Europe débureaucratisée, claire, propre, sans «magouilles» politiciennes et où les députés, grassement payés, daigneraient assister aux séances quand le Président en exercice vient y exposer sa politique! C'est cette Europe-là dont veulent les gens, surtout les jeunes, et non celle des profiteurs fainéants. Aussi ne faut-il pas leur faire croire qu'en votant NON ils voteraient anti-européen ou démoliraient les acquis. Ce serait une supercherie inacceptable.

Ce qui, pour moi, est tout aussi inacceptable, apparaît dès le premier préambule qui débute par l'énumération des signataires sans aucune introduction:

«Sa Majesté le Roi des Belges, le Président de la République Tchèque, Sa Majesté la Reine de Danemark, etc... s'inspirant des héritages culturels, religieux et humanistes de l'Europe...»

On a délibérément «oublié» Dieu! La Constitution allemande, elle, dit:

«Im Bewußtsein seiner Verantwortung vor Gott und den Menschen...»

On aurait dû s'en inspirer, eu égard au fait que plus de 88 pour cent des Européens (dont 81 pour cent de chrétiens) croient, sous une forme ou sous une autre, en Dieu. Mais une fois de plus, les activistes minoritaires ont eu gain de cause contre l'écrasante majorité des 88 pour cent de croyants. Or, Jean-Paul II nous a dit: «Un monde sans Dieu est un monde contre l'homme.» (cf. Télécran N° 15, 6.4.05). De son côté, Otto von Habsburg écrit: «Der Beschluss, den Gottesbezug aus der europäischen Verfassung zu streichen, ist gefallen (...) Der wachsende Barbarismus (...) ist ein erschreckendes Beispiel für eine Ordnung,

aus der eine höhere moralische Autorität, also Gott, ausgeschlossen wird.» (cf. Luxemburger Wort, 13.8.04); auparavant il avait déjà déclaré (cf. Luxemburger Wort, 17.7.04): «Ohne Hinwendung zu Gott wird nichts gelingen (...) Die Anbetung Gottes ist etwas, das Juden, Christen und Muslime miteinander verbindet. Hier wird niemand ausgeschlossen.»

Néanmoins, ceux qui ne cessent de s'agenouiller devant Sainte-Laïcité en attendant de reconstruire les temples à la déesse Raison, de triste mémoire, ont fait rayer Dieu du vocabulaire de la Constitution. Si, dans son discours de propagande, face à 83 jeunes réunis à cet effet à l'Elysée, Jacques Chirac n'a pas manqué d'affirmer que l'esprit de cette Constitution était «essentiellement d'inspiration française» on peut le croire sur parole. Ça se voit! On tourne carrément le dos aux pères fondateurs de l'Europe qui agissaient encore dans l'esprit chrétien, les Robert Schuman, Konrad Adenauer, Alcide de Gasperi, Joseph Bech, Joseph Luns et même P.H. Spaak.

L'âme des pionniers perdue

Désormais l'Europe des pionniers, des idéalistes, a perdu son âme. Elle n'est plus qu'une vaste zone de libre échange, un marché «commun» où tout le monde tente d'arracher pour soi les meilleurs morceaux. Cet état d'esprit néo-libéral et anti-chrétien explique que, non contents de verser 40 pour cent du budget total de l'UE dans l'escarcelle de l'agriculture, nous frappons encore les produits des pays tiers de 20 pour cent de taxes de douane. C'est ce protectionnisme énorme qui est la cause de la pauvreté du Tiers et du Quart monde. «Bridderleech deelen?» Tu parles! L'égalité? Une chimère. Les enfants africains meurent de faim parce que nous protégeons nos richesses éhontées «unguibus et rostro». Politique infâme qui retombera sur nos enfants le jour où les pauvres en auront assez de voir leurs enfants mourir de faim et qu'ils viendront, comme des nuées de sauterelles, s'abattre sur cette Europe rapace, avide de richesses, repue, grasse, dégoulinant de trop-plein. (à suivre)